



**E C C P**

**European Coordination  
of Committees  
and Associations  
for Palestine**

## **BRIEFING : LE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE PAR L'UE ET L'APARTHEID ISRAËLIEN**

Israël intensifie actuellement **les démolitions de maisons et les déplacements forcés** de Palestiniens dans tous les territoires palestiniens occupés (TPO), notamment à Jérusalem Est, dans la vallée du Jourdain et dans les collines du sud d'Hébron. Cette situation survient alors qu'Israël poursuit sa **politique illégale** visant les organisations de la société civile palestinienne et sa **violente répression** des manifestations pacifiques.

[Amnesty International](#), [Human Rights Watch](#), et [B'Tselem](#), la plus importante organisation israélienne de défense des droits de l'homme, ont tous publié l'année passée des rapports exhaustifs condamnant Israël pour **les crimes d'apartheid et de persécution**.

L'Union européenne a l'**obligation juridique et morale** de ne pas reconnaître la souveraineté israélienne sur les territoires qu'elle occupe depuis juin 1967, de ne pas renforcer l'occupation militaire illégale d'Israël et son oppression sur des millions de Palestiniens, et de ne pas porter atteinte aux droits humains inaliénables et universellement reconnus du peuple palestinien.

Les programmes de financement de l'UE sont précisément **concernés**.

### **LE SOUTIEN À LA COLONISATION PAR LES PROGRAMMES DE RECHERCHE DE L'UE**

- L'université de Tel Aviv a collecté des [échantillons de sol](#) en Cisjordanie occupée pour le projet [GEO-CRADLE](#), financé par Horizon 2020.
- La société Golan Heights Winery, active dans les colonies illégales, a également [contribué](#) au projet GEO-CRADLE.
- Implantée dans une colonie illégale israélienne, l'Université Ariel a [participé](#) à plusieurs

projets financés par Horizon 2020, dont BOUNCE et GEO-CRADLE.

Les [rapports de recherche](#) financés par l'UE indiquent à tort que l'Université Ariel est située en Israël. Des professeurs de cette dernière [reconnaissent](#) avoir élaboré des stratagèmes visant à contourner les lignes directrices. Leur but était d'accéder aux fonds de recherche et aux programmes de mobilité de l'UE.

## **BASE DE DONNÉES DES NATIONS UNIES SUR LES SOCIÉTÉS COMPLICES DE LA COLONISATION ET FINANCEMENT DE L'UE**

Six sociétés figurant dans la [base de données](#) des Nations unies sur les entreprises complices de la colonisation illégale d'Israël, dont la multinationale britannique JCB, Motorola Solutions Israël, la multinationale française Alstom et la société française Egis, ainsi que les sociétés israéliennes Mekorot et Bank Leumi, ont reçu ou reçoivent actuellement l'argent des contribuables européens par le biais de programmes de recherche de l'UE.

## **FINANCEMENT PAR L'UE DE SOCIÉTÉS D'ARMEMENT ISRAÉLIENNES**

Deux fabricants d'armes israéliens [accusés](#) de **crimes de guerre**, la société privée Elbit Systems et la société publique Israel Aerospace Industries, [bénéficient](#) de financements européens dans le cadre de leur participation à des programmes de recherche tels qu'Horizon 2020.

## **LES CYBER-ARMES ISRAÉLIENNES**

Les cyber-armes israéliennes, telles que le logiciel espion Pegasus du NSO Group, ont non seulement été utilisées contre les ONG et les défenseurs des droits de l'homme palestiniens, mais elles sont aussi vendues dans le monde entier à des régimes oppressifs pour espionner les journalistes et les organisations de la société civile. Une lettre signée par [60 députés européens](#) a récemment appelé à enquêter sur ces technologies et sur tout lien, direct ou non, avec les programmes de recherche de l'UE.

## **ÉCHEC DE L'UE À RESPECTER SES OBLIGATIONS DANS UN CADRE ÉTHIQUE**

La Commission européenne ne parvient pas à prévenir, surveiller et corriger les transgressions dans la gestion des projets. Les lacunes en matière de critères d'éligibilité sur le plan éthique, ainsi que le manque de suivi de la Commission, qui laisse souvent à la société civile le soin d'identifier et de dénoncer les transgressions, créent un **lien de complicité** entre l'UE et les entreprises impliquées dans les colonies israéliennes illégales et autres violations israéliennes du droit international et des droits de l'homme.

## **MULTIPLICATION DES APPELS POUR VEILLER À CE QUE LES FINANCEMENTS**

## **DE L'UE NE SOUTIENNENT PAS L'APARTHEID ISRAËLIEN**

L'année dernière, **60 députés européens, 522 universitaires et 160 bénéficiaires de fonds de recherche européens** ont tous [demandé](#) à l'UE de veiller à ce que les entreprises et les institutions complices des violations des droits des Palestiniens par Israël soient exclues des programmes financés par les contribuables.

## **EXCLURE ISRAËL D'HORIZON EUROPE**

Horizon Europe déclare que sa vision est celle d'un « avenir durable, équitable et prospère pour nos citoyens et notre planète, fondé sur les valeurs européennes » Les violations continues et croissantes des droits de l'homme par Israël sont clairement incompatibles avec cette vision. Tant qu'Israël ne mettra pas fin à sa politique d'apartheid qui opprime des millions de Palestiniens et ne se conformera pas entièrement au droit international, le pays n'aura **pas sa place dans Horizon Europe.**

**Pour plus d'informations :**

[EU MECHANISM OF ETHICAL SCREENING IN EU RESEARCH PROGRAMS: WHY DOES IT NOT WORK?](#)

[UN DATABASE: 6 COMPLICIT COMPANIES RECEIVING EU TAXPAYERS MONEY](#)

[EU TAXPAYER-FUNDED RESEARCH PROGRAMMES AND ILLEGAL ISRAELI SETTLEMENT ENTITIES](#)

[EU AND ISRAEL: THE CASE OF COMPLICITY](#)